

La Banque publique d'investissement

Bruno Parent a remis le 31 juillet 2012 à Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, le rapport de la mission de préfiguration de la Banque publique d'investissement (BPI).

La mission de préfiguration recommande que la BPI offre une palette de services couvrant l'ensemble des besoins des entreprises, prioritairement les PME et les entreprises de taille intermédiaire de croissance. La mission préconise que la banque soit constituée dans une première étape sous la forme d'une holding regroupant Oséo, CDC entreprises et le Fonds stratégique d'investissements, qui déterminerait la stratégie générale, piloterait le réseau régional et assurerait la gestion des risques. Dans une seconde étape, elle pourrait intégrer des fonctions de soutien à l'export.

La BPI s'appuierait sur un réseau déconcentré composé de directions régionales qui assumeraient l'essentiel des décisions financières, au service du développement territorial. Un point d'entrée unique d'entrée pour les entreprises serait constitué dans chaque région.

La synthèse du rapport est disponible en téléchargement sur :

<http://www.economie.gouv.fr/files/synthese-rapport-mission-de-prefiguration-bpi.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Actualité européenne

1- BCE

- Politique monétaire

Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « l'inflation devrait encore diminuer au cours de l'année 2012 et revenir en deçà de 2 % en 2013. (...) Dans le même temps, la croissance économique demeure faible dans la zone euro, dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés financiers et de renforcement de l'incertitude qui pèsent sur la confiance et le climat des affaires. Une nouvelle intensification des tensions sur les marchés financiers pourrait affecter à la baisse la balance des risques pour la croissance et l'inflation. »

- Faux billets en euros

Au cours du premier semestre 2012, 251 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 15,2 % par rapport au premier semestre 2011. Les coupures de 20 euros et de 50 euros demeurent les valeurs les plus contrefaites avec 77 % du nombre total des contrefaçons. Au cours de la période, la part des faux billets de 20 euros a diminué, tandis que celle des fausses coupures de 50 euros a légèrement augmenté. Les coupures de 100 euros représentent pour leur part, 17 % de la contrefaçon.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation s'est élevé en moyenne à 14,6 milliards d'euros au premier semestre 2012.

2 – Commission européenne

Le 3 juillet 2012, la Commission européenne a présenté un paquet législatif visant à améliorer la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers. Ce paquet comprend trois propositions législatives : une proposition de règlement sur les documents d'information clés concernant les produits d'investissement de détail (PID), une révision de la directive sur l'intermédiation en assurance (DIA) et une proposition visant à renforcer la protection des acheteurs de fonds d'investissement (actuellement régie par la directive sur les organismes de placement des valeurs mobilières, OCPVM).

Outre-mer

M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, a présenté en Conseil des ministres du 25 juillet 2012 une communication relative à la politique de la vie chère dans les outre-mer. Le ministre a annoncé qu'un projet de loi destiné à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les outre-mer pour lutter contre la vie chère sera soumis au Parlement à la prochaine rentrée parlementaire.

Publications

1 – Banque de France

- Le rapport annuel 2011 de la Banque de France est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2011-integral.pdf

- Le rapport annuel 2011 de l'Observatoire de l'épargne réglementée est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Titres_Credits_Depots/oe-rapport-2011.pdf

- Le rapport d'activité 2011 de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/observatoire/home.htm>

2 - BCE

Le rapport de la BCE sur les fraudes à la carte bancaire entre 2007 et 2010 dans les 32 pays d'Europe (27 pays de l'UE + l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse) faisant partie du SEPA est disponible en téléchargement en anglais sur :

<http://www.ecb.int/pub/pdf/other/cardfraudreport201207en.pdf?444bfa7662a17a8898833f2fd62ca3d9>

3 - Sénat

Le rapport d'information des sénateurs Jean-Pierre Sueur, Christian Cointat et Félix Desplan fait au nom de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration sur La Réunion et Mayotte est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r11-676/r11-6761.pdf>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

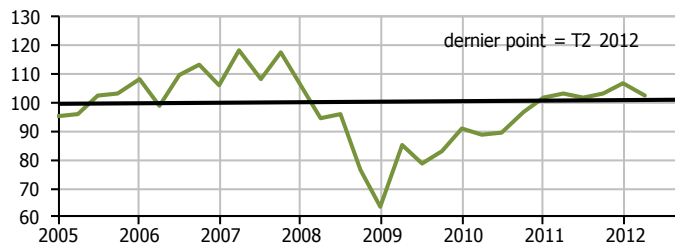
Le climat des affaires se dégrade

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit au deuxième trimestre 2012. Il rompt avec la tendance haussière de ces six derniers mois mais demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période.

Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade. Les prévisions des professionnels sont quant à elles majoritairement positives, traduisant des perspectives de redressement pour les prochains mois.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, les intentions d'investissement sont en retrait comme depuis fin 2008. Toutefois, elles poursuivent le redressement entamé en septembre 2011.

Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

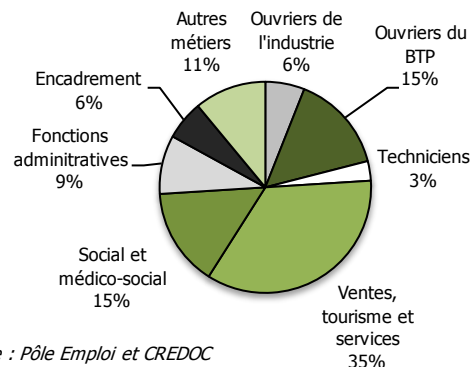
Enquête Besoin en main-d'œuvre

Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » menée en mai par Pôle Emploi et le CREDOC auprès de 13 400 établissements en Guadeloupe, une hausse des intentions de recrutement est à envisager.

En 2012, les besoins en main-d'œuvre progressent de 25 % (9 000 projets), un résultat qui indique un effet de rattrapage après la baisse observée en 2011. En effet, 20 % des établissements de Guadeloupe prévoient au moins une embauche au cours de l'année, soit une hausse de 16 % par rapport l'an dernier.

Les profils les plus recherchés dans la région sont en lien avec la vente, le tourisme et les services (35 %), suivi par les ouvriers (ouvriers dans le BTP, 15 %, et ouvriers dans l'industrie, 6 %) et les profils sociaux et médico-sociaux (15 %).

Répartition des projets de recrutements



Source : Pôle Emploi et CREDOC

Enquête sur le coût du crédit en janvier 2012

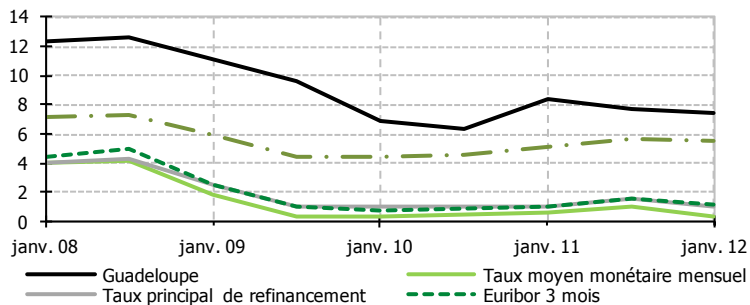
L'Institut d'émission réalise, depuis 1987, des enquêtes semestrielles destinées à apprécier l'évolution du coût du crédit aux entreprises. Ces enquêtes recensent au cours des mois de janvier et juillet l'ensemble des concours accordés par les banques de la place aux entreprises locales, à l'exclusion des crédits financés sur des ressources bonifiées.

À la Guadeloupe et dans les îles du nord, les résultats de l'enquête sur le coût du crédit réalisée par l'IEDOM en janvier 2012 révèlent une hausse du taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme ainsi que des autres crédits à court terme. Inversement, le coût des opérations d'escompte, des découverts et des crédits à court terme agrégés diminuent sur un an.

À 7,50 %, le coût du découvert en Guadeloupe et dans les îles du nord est plus élevé que celui relevé en France hexagonale (5,57 %). Le coût des opérations d'escompte enregistre pour sa part en janvier 2012 une baisse de 0,99 point sur un an. Le coût des autres crédits à court terme affiche quant à lui un rebond de 0,50 point à fin janvier

Les conditions débitrices proposées aux entreprises guadeloupéennes et des îles du nord sont globalement plus onéreuses que celles dont bénéficient les entreprises de l'Hexagone. En janvier 2012, les conditions débitrices à moyen et long termes offertes aux entreprises enregistrent une hausse (+0,59 point sur un an) et s'établissent à 4,77 %.

Taux des découverts et taux de référence à court terme



Source : IEDOM - Banque de France

Parution des « Premières Tendances » du 2^{ème} trimestre 2012

La Note expresse « Premières Tendances » relative au 2^{ème} trimestre 2012 vient de paraître. Cette publication est librement téléchargeable sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Taux du Livret A maintenu à 2,25 %

La Banque de France, dans un communiqué du 12 juillet 2012, indique que le taux de rémunération du livret A reste fixé à 2,25 % au 1^{er} août 2012. Ce taux reste ainsi inchangé depuis le 1^{er} août 2011. En Guadeloupe, le nombre de livrets A et bleus représente 398 351 comptes en 2011.

Vote du budget rectificatif pour 2012

Le 31 juillet, suite au vote du Sénat, le Parlement a définitivement adopté le projet de loi de finances rectificative pour 2012. Le projet prévoit des prélèvements supplémentaires auprès des ménages et des entreprises d'un montant de 7,2 milliards d'euros ainsi que la suppression de mesures telles que la TVA sociale et la défiscalisation des heures supplémentaires. Les dépenses prévues sont stables en valeur absolue, hors charge de la dette et des pensions des fonctionnaires, pendant trois ans.

Taxe sur les transactions financières

À partir du 1^{er} août 2012, les titres de capital de 109 sociétés dont le siège est situé en France et la capitalisation boursière dépasse le milliard d'euros seront assujetties à la taxe sur les transactions financières. Cette liste définie par arrêté du 12 juillet 2012 sera mise à jour le 1^{er} décembre de chaque année pour application au 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans le cadre du budget rectificatif de 2012, le montant de la taxe a été fixé 0,2 % du prix d'achat moyen (hors frais de courtage) multiplié par le nombre de titres livrés. Bercy attend de cette mesure un surplus de recettes d'environ 1,5 milliard d'euros sur une année pleine.

Lancement d'un euro à l'image de la Guadeloupe

La dernière série des Euros des Régions a été lancée à Paris fin juin 2012. Frappés en édition limitée, ces euros disposent d'un revers commun représentant la valeur faciale de 10 euros argent et d'une face personnalisée selon la région concernée. Pour la Guadeloupe, c'est l'effigie du Chevalier de Saint-Georges, figure d'émancipation des esclaves des empires coloniaux européens, qui a été retenue. Ces pièces constituent de véritables monnaies de circulation courante dans l'Hexagone et dans les DOM.

Arrivée de XL Airlines

Le 10 juillet 2012, le Président du groupe de XL Airlines a présenté à Paris l'arrivée de la compagnie sur les Antilles. A partir de mi-décembre, la compagnie low cost desservira trois fois par semaine Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Les deux nouvelles liaisons seront assurées par des Airbus A330-200 et un A330-300 livrés en novembre et disposant de 408 places économiques. L'an dernier, XL Airways a affiché un chiffre d'affaires de 304 millions d'euros et transporté 1,12 million de passagers.

Rupture de contrat entre le Sictom et Urbaser

Au cours d'une conférence de presse tenue le 12 juillet, le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (Sictom) a annoncé qu'il rompait le contrat qui le liait à Urbaser, société en charge de la construction de la plateforme de traitement des déchets. Afin de relancer le projet, le Syndicat s'est attaché les services de cabinets conseils. Ils ont prévu d'effectuer une analyse comparative du montage le plus pertinent et de trouver un nouveau délégataire.

Visite du ministre des Outre-mer à Bruxelles

Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, s'est rendu à Bruxelles le 2 juillet 2012 dans le cadre du forum des régions ultrapériphériques. Il a demandé à l'Union européenne de reconduire les soutiens financiers accordés à ces régions. Au cours de ce forum, le ministre français a rencontré les commissaires chargés des Politiques régionales, du Développement, de l'Agriculture et du Marché intérieur.

ACTUALITE REGIONALE

Mise en place d'une taxe par passager à l'aéroport de Grand-Case

Depuis le 1^{er} Juillet, une taxe de 10 euros par passager a été mise en place par le Conseil territorial de Saint-Martin à l'aéroport de Grand-Case. L'objectif de cette taxe est de financer l'agrandissement de la piste de l'aéroport. Toutefois, celle-ci ne fait pas l'unanimité auprès des compagnies aériennes. Air Antilles Express a ainsi annoncé le transfert de ses vols vers l'aéroport Princess Juliana à Sint Maarten le 15 septembre si la taxe est maintenue.

Augmentation du capital de la SEMSAMAR

Durant l'assemblée générale ordinaire de la SEMSAMAR qui s'est déroulée le 27 juin au siège de la société à Marigot, les membres présents ont adopté la proposition du conseil d'administration de procéder à une augmentation du capital de la société pour un montant de 7 500 000 euros par incorporation des réserves statutaires. Ce renforcement du capital permet à la société d'économie mixte d'être mieux armée pour assurer les missions de la Collectivité de Saint-Martin, son actionnaire majoritaire.

Instauration de la TVA à Sainte-Lucie

Le Sénat de Sainte-Lucie a adopté la loi sur la TVA sur les biens et services, pour une mise en place prévue en octobre 2012. Sainte-Lucie sera le dernier Etat membre indépendant dans la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à introduire le régime de fiscalité indirecte. La TVA sera fixée à 15 %, excepté dans le domaine de l'hôtellerie où elle sera de 8 %. Les revenus issus de cette taxe devraient être affectés en grande partie au secteur de la santé et notamment au nouvel hôpital.

Mesures vers un marché unique caribéen

La 33^{ème} réunion ordinaire de la Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM a eu lieu à Sainte-Lucie du 4 au 6 juillet 2012. Afin de permettre la mise en place d'un marché unique, les dirigeants ont identifié plusieurs objectifs, tels que la libre circulation des ressortissants communautaires qualifiés, l'accès aux ressources de la région et la création d'un environnement de production concurrentiel.

PRINCIPAUX INDICATEURS

| | LES INDICATEURS DE REFERENCE | | Données brutes | Var. % mensuelle | Glissement annuel | |
|---|--|----------------------------|----------------------------|------------------|-------------------|--------|
| Prix (Source : INSEE) | Indice des prix à la consommation France | Jun 2012 | 128,1 | 0,3 % | 2,2 % | |
| | | | | - | 1,9 % | |
| Chômage (Source : DDTEFP) | Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) | Jun 2012 | 57 760 | -0,1 % | 3,2 % | |
| Commerce extérieur (Source : Douanes) | Exportations - (en M€)* | Mai 2012 | 16,4 | - | - | |
| | | <i>Cumul à fin mai</i> | 75,7 | - | -31,3 % | |
| | Importations - (en M€)* | Mai 2012 | 201,4 | - | - | |
| | | <i>Cumul à fin mai</i> | 1 065,8 | - | -5,2 % | |
| Energie (Source : EDF) | Consommation d'électricité moyenne tension - GWh | Avril 2012 | 39 | -0,5 % | 1,5 % | |
| Créations d'entreprises (Source : INSEE) | Nombre d'entreprises créées | Jun 2012 | 500 | - | - | |
| | | <i>Cumul à fin juin</i> | 2 674 | - | -8,4 % | |
| | LES INDICATEURS DE VULNERABILITE | | Données brutes | Var. % mensuelle | Glissement annuel | |
| Ménages (Source : IEDOM) | Nombre de personnes physiques en interdit bancaire | Juillet 2012 | 21 041 | 0,3 % | -1,6% | |
| | Nombre de retraits de cartes bancaires | Juillet 2012 | 360 | -20,2 % | -8,2 % | |
| | Nombre de dossiers de surendettement déposés | <i>Cumul à fin juillet</i> | 177 | - | -22,4 % | |
| Entreprises (Source : IEDOM) | Incidents de paiement sur effet | - Montant en milliers € | Juillet 2012 | 2 994 | -21,5 % | 93,9 % |
| | | | <i>Cumul à fin juillet</i> | 14 662 | - | 49,4 % |
| | | - Nombre | Juillet 2012 | 154 | 12,4 % | 2,0 % |
| | | | <i>Cumul à fin juillet</i> | 909 | - | 2,7 % |
| | LES INDICATEURS SECTORIELS | | Données brutes | Var. % mensuelle | Glissement annuel | |
| Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe) | Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties) | Jun 2012 | 125 375 | - | -13,3 % | |
| | | <i>Cumul à fin juin</i> | 1 005 557 | - | 2,9 % | |
| Trafic portuaire (Source : Port autonome) | Trafic net de marchandises (tonnes) | Jun 2012 | 270 060 | 1,8 % | 0,4 % | |
| | Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties) | | 59 511 | -6,0 % | 8,4 % | |
| Immatriculations (Source : Préfecture) | Immatriculations de véhicules neufs | Mai 2012 | 1 060 | -10,5 % | -18,3 % | |
| Construction (Source : Ciments Antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | Jun 2012 | 22 142 | 14,1 % | 6,1 % | |
| | | <i>Cumul annuel</i> | 125 225 | - | 8,2 % | |

* Données révisées

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | taux | date d'effet |
|--|-------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 0,75% | 11/07/2012 |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 1,50% | 11/07/2012 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,00% | 11/07/2012 |

| Taux d'intérêt légal | | | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11) | | | | | |
|----------------------|------|-------|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE | 2012 | 0,71% | JO du 08/02/12 | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* |
| ANNEE | 2011 | 0,38% | JO du 03/02/11 | 2,25% | 2,25% | 2,75% | 2,50% | 1,50% |

** hors prime d'Etat*

| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) | | | | TIBEUR (Juillet 2012) | | | |
|--|---------|---------|---------|-----------------------|---------|---------|---------|
| Mars | Mai | Juin | Juillet | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| 0,3475% | 0,3370% | 0,3333% | 0,1864% | 0,2180% | 0,4960% | 0,7790% | 1,0600% |

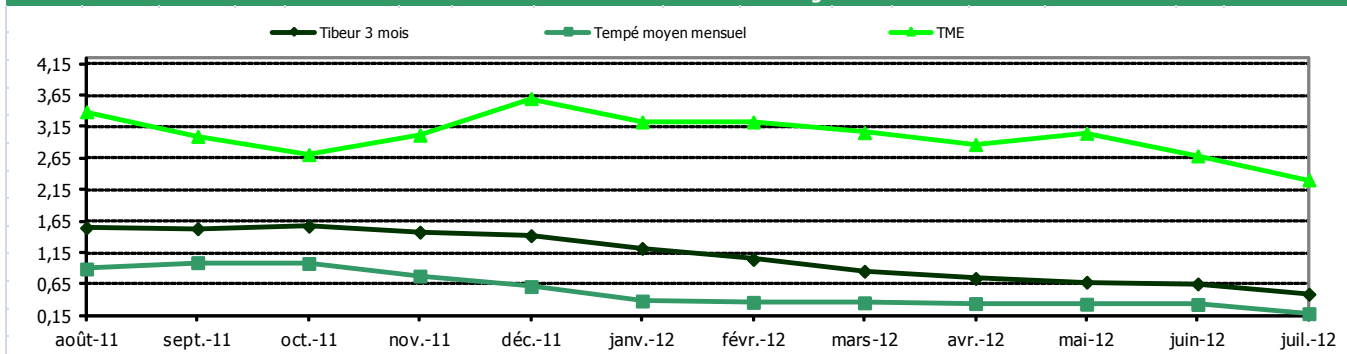
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) | | | | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) | | | |
|---|-------|-------|---------|---|-------|-------|---------|
| Avril | Mai | Juin | Juillet | Avril | Mai | Juin | Juillet |
| 3,05% | 2,79% | 2,69% | 2,31% | 3,25% | 2,99% | 2,89% | 2,51% |

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | | |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires | 14,07% |
| Prêts à taux fixe | 6,36% | Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 € | 11,23% |
| Prêts à taux variable | 5,81% | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts-relais | 6,32% | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 9,01% |
| Autres prêts | | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 4,63% |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 € | 20,25% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 6,20% |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires | 19,24% | Découverts en compte (1) | 13,53% |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € | 16,40% | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 6,01% |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires | 16,88% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € | 14,04% | Découverts en compte (1) | 13,53% |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

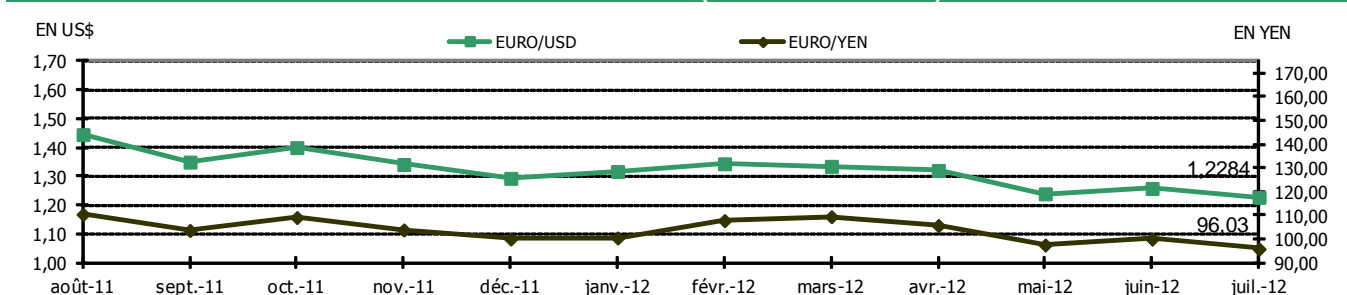
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|----------------------------|-----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,2284 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 10,0556 | EURO/SRD (Surinam) | 4,05750 |
| EURO/JPY (Japon) | 96,0300 | EURO/BWP (Botswana) | 9,45440 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,20090 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,2312 | EURO/SCR (Seychelles) | 17,2819 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 48,0566 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,78400 | EURO/MUR (Maurice) | 38,1772 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,45910 |
| EURO/SGD (Singapour) | 1,5278 | EURO/BRL (Brésil) | 2,5117 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 7,87000 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 9,5246 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 5,28050 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 2792,5946 | EURO/XCD (Dominique) | 3,3198 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

| | | | | | |
|----------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM | |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD | |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK | |

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 8 août 2012 - Dépôt légal : août 2012 -ISSN 1240 - 3806